

## Annie Fourcaut - Bobigny, banlieue rouge (1986)

Préface d'Antoine Prost

Coédition : Les Éditions Ouvrières

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 215 p.

Cet ouvrage est extrait de la thèse de troisième cycle d'Annie Fourcaut, *La Banlieue rouge*, réalisée sous la direction d'Antoine Prost et de Jacques Droz et soutenue en 1983 à l'Université Paris I. Après la publication de cet ouvrage, Fourcaut a poursuivi ses recherches sur le mythe de la banlieue rouge<sup>1</sup>, puis a publié sur l'histoire du logement dans l'entre-deux-guerres<sup>2</sup>, avant de s'affirmer comme spécialiste de l'histoire urbaine de la banlieue parisienne au xx<sup>e</sup> siècle, et notamment à l'histoire des grands ensembles<sup>3</sup>. Annie Fourcaut est aujourd'hui professeure émérite de l'Université Paris I.

### Introduction

L'entre-deux-guerres a vu la constitution de bastions communistes en banlieue parisienne (Saint-Denis, Ivry, Villejuif, Malakoff, Montreuil, Bagneux, Nanterre) entre la création du Parti communiste français (PCF) en 1920 et les élections municipales de 1935, très favorables à la gauche en région parisienne. Au début de cette période, la banlieue parisienne est de plus en plus perçue par les contemporains comme un espace spécifique, défini à partir du négatif de la ville-centre. Habitée par les classes laborieuses chassées de Paris par l'inflation immobilière, elle accueille les infrastructures que Paris rejette. Au sein des milieux libéraux et conservateurs de la capitale, la banlieue tend à générer une peur qui connaît une cristallisation autour des élections municipales de 1925, lors de laquelle les communistes remportent neuf municipalités en Seine-banlieue. L'ensemble de ces villes situées autour de Paris est rapidement surnommé « ceinture rouge » par le PCF et ses opposants. Les partis politiques libéraux et de droite envisagent tous les moyens pour empêcher le PCF de s'enraciner dans ces communes, mais le parti s'y maintient jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et même bien au-delà dans certaines communes comme Bobigny, Ivry ou Saint-Denis. Tout en apportant des réponses originales à des problèmes d'urbanisme propres aux banlieues (tissu urbain incohérent, quartiers sous-équipés, mal-logement...), le PCF a créé dans ces villes, souvent *ex nihilo*, les cadres d'une vie collective très marquée par la sacralisation de la classe ouvrière.

Pour comprendre les ressorts de la popularité de la gestion communiste dans la banlieue durant l'entre-deux-guerres d'une part, et la naissance du mythe de la banlieue rouge d'autre part, Annie Fourcaut adopte l'échelle micro et concentre son étude sur Bobigny.

---

<sup>1</sup> *Banlieue rouge 1920-1960, Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, Série Mémoires, octobre 1992, n° 18, 293 p.

<sup>2</sup> *La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres*, préface d'Antoine Prost, Paris, Créaphis, 2000, 339 p.

<sup>3</sup> *Le Monde des grands ensembles*, sous la direction d'Annie Fourcaut et Frédéric Dufaux, Paris, Créaphis, 2004, 255p.

## Chapitre 1 : la banlieue, un monde nouveau

Ce chapitre a pour but de poser plusieurs repères sur les grandes tendances qui caractérisent l'histoire de la banlieue et la gestion communiste en région parisienne dans l'entre-deux-guerres.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la banlieue parisienne<sup>4</sup> est un territoire en construction, où l'on observe en quelques décennies des mutations très fortes. Elles sont d'abord démographiques : entre 1921 et 1931, la population de Seine-banlieue passe de 1 505 000 à 2 043 000 habitants (+35%) et celle de Seine-et-Oise de 920 000 à 1 366 000 habitants (+48%). Cette croissance doit beaucoup au solde migratoire : en 1931, le département de la Seine compte 400 000 travailleurs étrangers, celui de Seine-et-Oise 100 000. Entre 1931 et 1946, l'agglomération perd 150 000 habitants. Ces évolutions démographiques sont corrélées aux rythmes de l'industrialisation des banlieues. Pour répondre aux besoins de l'industrie de guerre, plusieurs grands pôles industriels se forment en banlieue durant la Première Guerre mondiale (métallurgie à Saint-Denis, automobile à Boulogne-Billancourt...). Ce développement est fortement ralenti par la crise économique, qui affecte lourdement les banlieues dans les années 1930. Les habitants des communes résidentielles souffrent de l'éloignement des zones d'emplois et de la fiscalité locale très lourde des banlieues, qui s'explique par le besoin des municipalités de financer la construction de nombreux équipements publics manquants (le sous-équipement des banlieues par rapport à Paris sera analysé dans le résumé du chapitre 5). Du fait des dynamiques démographiques, les pouvoirs publics doivent répondre à une forte demande de logements et privilégient les solutions du lotissement et des HBM<sup>5</sup>. Dans l'entre-deux-guerres, sur 1 100 000 hbts supplémentaires, 700 000 sont logés dans des lotissements, 250 000 dans des HBM et 150 000 dans des collectifs privés. Avant l'adoption d'un plan d'aménagement en 1939, l'État laisse la délimitation de zones de lotissements à des acteurs privés, qui les délimitent sans plan d'ensemble<sup>6</sup>. Le processus est partout le même : le lotisseur découpe un terrain en lots et les vend en se détachant de toute responsabilité dans l'aménagement du lotissement. Les constructions sont souvent de très mauvaise qualité et les plaintes auprès des municipalités sont récurrentes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. **Comment ce milieu nouveau fut-il pris en charge par le PCF, qui voulut en faire sa terre d'élection ?**

En région parisienne, les effectifs du PCF sont divisés par deux de 1921 à 1923, remontent de 1924 à 1926 avant de tomber au plus bas entre 1927 et 1932, puis de remonter fortement après les journées de février 1934, et surtout après 1935. Le découpage des subdivisions administratives du parti n'est stabilisé que vers 1933-34. Le paroxysme de la peur du communisme de banlieue correspond donc au moment où le PCF était le plus faible. Chaque élection a été interprétée à Paris comme un signe de l'avancée ou du recul de la menace révolutionnaire en banlieue parisienne. En 1924, les résultats de la liste du Bloc Ouvrier et Paysan (BOP) en Seine-banlieue (26% des inscrits) et en Seine-et-Oise (24,2%) dépassent très largement la moyenne nationale. Plusieurs articles et ouvrages

---

<sup>4</sup> Dans cet ouvrage, la banlieue parisienne est définie comme un ensemble comprenant les 79 communes du département de la Seine à l'exception de Paris, ainsi que quelques communes de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne. Toutefois, Annie Fourcaut fait plus fréquemment référence à l'espace de « Seine-banlieue », défini comme la part de la banlieue parisienne située dans l'ancien département de la Seine, c'est-à-dire peu ou prou les départements actuels des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne.

<sup>5</sup> Les offices publics d'HBM sont créés par la loi Bonnevois de 1912. Ce sont des organismes auxquels l'État peut prêter à taux réduit des sommes représentant entre 60 et 70% du coût de revient des constructions.

<sup>6</sup> Trois zones de lotissements apparaissent : le long de la ligne d'Orléans et de la ligne de Sceaux au sud, dans la boucle de la Seine au nord-ouest, dans le prolongement vers l'est de la plaine Saint-Denis (Bobigny, Drancy, Blanc-Mesnil, Garges).

publiés sur cet événement cristallisent le mythe de la « ceinture rouge ». Aux élections législatives de 1932 et de 1936, le PCF obtient en Seine-banlieue des résultats très supérieurs à ceux obtenus à l'échelle nationale, qui confirment son enracinement en banlieue parisienne : 24% en 1932 (8,3% à l'échelle nationale) et 38,6% en 1936 (13,5% à l'échelle nationale). La campagne du parti porte sur les promesses d'une amélioration de la condition de vie matérielle des habitants, notamment sur le logement. Alors que le thème d'une identité de la banlieue avait contribué au succès du PC en 1936, il disparaît progressivement de la communication du PCF, qui se rallie à la rhétorique trans-partisane portée par le Front populaire. Le thème reste quelque peu présent chez les forces conservatrices, mais ne se renouvelle pas.

### **Quelle fut l'implantation municipale communiste dans la banlieue entre les deux guerres ?**

Entre 1920 et 1923, la majorité des équipes municipales socialistes de banlieue, à l'image de Clamart, adhèrent à la IIIe internationale ouvrière dans le sillage du Congrès de Tours, mais seules quatre communes étaient toujours communistes à la veille des élections municipales de 1925 (dont Bobigny). Elles étaient 8 en Seine-banlieue après les élections de 1925 et 9 après celles de 1929. Durant toute la période étudiée, les observateurs de droite critiquent sévèrement la gestion communiste des banlieues, reprochant aux équipes municipales de favoriser les ouvriers par des bureaux de bienfaisance, d'entretenir des établissements révolutionnaires (l'école léniniste de Bobigny à l'hiver 1924-25, sur laquelle on ne sait presque rien) et de prendre des mesures antipatriotiques (à Clichy, le maire interdit de déposer des gerbes sur le monument aux morts le 11 novembre). *L'Humanité* soutient en 1935 que le PCF s'est montré plus efficace que les municipalités bourgeoises pour équiper les villes en services publics (notamment en écoles). Ce bilan s'insère dans la promotion d'un programme révolutionnaire : la presse communiste argue que seul l'établissement d'un pouvoir de soviets à l'échelle nationale pourra permettre au parti de pousser plus loin qu'il ne le fait déjà la lutte contre l'exploitation des ouvriers.

## **Chp 2 : la construction du mythe**

Dans ce chapitre, Annie Fourcaut se demande comment la banlieue, dont elle a rappelé les spécificités géographiques et sociologiques, est devenue l'objet de débats sur l'interprétation à donner à l'apparition de bastions électoraux communistes. Elle confronte les discours des communistes et des autres forces politiques à son égard et montre qu'ils s'articulaient généralement autour des mêmes images, tout en les interprétant de manières diamétralement opposées.

Les communistes voient dans la banlieue parisienne de l'entre-deux-guerres un cas d'école pour illustrer l'influence délétère du capitalisme sur l'aménagement urbain et les conditions de vie des ouvriers. Dès le début des années 1920, *L'Humanité* dénonce l'extension des sites industriels sur des espaces de loisirs (les boucles de la Seine), l'exacerbation du chômage dans les banlieues résidentielles du fait leur éloignement des pôles industriels (500k chômeurs dès 1932), ainsi que le problème structurel de mal-logement. Avant la victoire du Front populaire, le PCF rejette violemment toute réponse réformiste aux problèmes rencontrés en banlieue (opposition à la loi Loucheur en 1928<sup>7</sup>), estimant que seule la sortie du capitalisme peut mettre fin à l'aliénation de la classe ouvrière. Dans le programme révolutionnaire du PCF, la banlieue parisienne revêt à cette époque une importance stratégique nationale : la ceinture rouge autour de Paris devait permettre aux communistes

---

<sup>7</sup> Cette loi s'inscrivait dans la continuité de la législation sur le logement commencée avant-guerre (loi Bonnefoy en 1912), elle avait pour but de faciliter l'accès des classes populaires au crédit immobilier, de sorte à permettre à ces dernières d'acheter des lots et d'y faire construire des lotissements. En 1928, le PCF dénonce le risque d'aliénation incarné par le système du crédit.

d'encercler la capitale si une révolution venait à éclater. Le PCF magnifie largement la position du « peau-rouge prêt à l'attaque » en période de baisse de ses effectifs (1924-26) et lors de l'adoption de la stratégie « classe contre classe », qui consistait à rejeter l'alliance avec les partis bourgeois, entre 1927 et 1928.

La lutte d'influence du PCF contre les autres partis se cristallise dans deux domaines. L'organisation de manifestations d'une part, qui connaît deux temps forts. En 1926, d'abord, quand les villes communistes de banlieue deviennent un refuge pour les militants communistes, frappés par une interdiction de manifester à Paris. Après les élections de 1935, enfin, quand les maires communistes rassemblent leurs militants pour empêcher les manifestations fascistes dans leurs communes. D'autre part, la lutte hégémonique du PCF se concentre sur l'encadrement de l'enfance. Le parti essaie d'arracher la jeunesse à l'influence de l'Église catholique en créant des associations de jeunesse susceptibles de rivaliser avec le scoutisme. En 1935, dans une série d'articles publiés dans *Regards*, le surréaliste Georges Sadoul (1904-1967) tente d'expliquer la victoire du PCF aux élections municipales de 1935 dans les communes de Seine-banlieue qu'il avait déjà remportées aux élections municipales de 1929. Il interprète ce succès comme la preuve d'une victoire de l'encadrement communiste de la jeunesse sur l'encadrement catholique, les associations communistes étant les seules en mesure de faire profiter les enfants des classes populaires de banlieue de vacances heureuses. Après les victoires électorales de 1935 et 1936, qui consolident la position communiste en banlieue, le topos d'un territoire spécifique et voué à la révolution disparaît des textes communistes et laisse place à d'autres préoccupations. La priorité est donnée à l'aménagement de la région parisienne par l'élaboration d'un plan régional de grands travaux.

Les discours non-communistes sur la banlieue partagent certains thèmes avec le discours communiste et en construisent d'autres. Un thème courant chez les observateurs non communistes de la banlieue est la peur de la pression démographique qu'ils associent à l'insalubrité. Beaucoup de démographes, de médecins et d'hygiénistes, mais aussi d'élus (Louis Dausset, 1866-1940), s'inquiètent de l'état de santé des banlieusards. Beaucoup d'observateurs de droite et d'extrême droite craignent aussi la position stratégique du PCF en banlieue. Ils mobilisent comme les communistes l'image de la « ceinture rouge » dans un but radicalement différent : sensibiliser l'opinion publique au risque d'un encerclement de la capitale par des forces révolutionnaires. Annie Fourcaut identifie plusieurs causes à la peur que suscite la banlieue dans certains milieux parisiens. Elle souligne d'abord la perception, dans l'entre-deux-guerres, d'un changement de la composition sociologique des banlieues, dont la part d'ouvriers souvent mobiles et de travailleurs coloniaux augmente. Elle signale ensuite que des observateurs craignaient que la crise du logement génère un mécontentement des classes populaires contre l'État. Elle estime enfin que pour certains observateurs, l'expansion des lotissements dans des espaces jusqu'alors ruraux symbolisait la disparition d'une société rurale traditionnelle au profit d'une urbanité hybride, privée de cadres sociaux et culturels stables. Dès 1925, des observateurs catholiques de droite traditionaliste autour du père Lhande (1877-1957) développent le thème de l'apostolat missionnaire en banlieue : ils espèrent endiguer l'avancée du communisme en réévangélisant la banlieue. Un autre corpus a contribué à associer à la banlieue l'image d'une zone abandonnée et avilissante. Il peut être constitué à partir des guides touristiques et des romans ayant la banlieue pour cadre, dont les principaux auteurs sont Queneau, Céline, Dabit, Prévert, Cendrars et Fallet. Les ouvrages de ce corpus (qui ont été publiés par des auteurs que l'on peut situer aux bords les plus extrêmes de l'échiquier politique) partagent plusieurs traits saillants : les habitants décrits sont frappés d'un caractère étrange et sordide, les paysages urbains et le ciel sont gris. Les logements sont uniformément décrits comme laids. Les personnages principaux sont généralement en marge de la société. L'alcoolisme est décrit comme omniprésent (alors que des enquêtes des années 1920 ont montré que les ouvriers buvaient moins qu'en 1914).

La diffusion de ces images provoque dès le début des années 1920 des débats politiques sur l'aménagement de la banlieue. Une charnière peut être constatée en 1928, autour des lois sur le logement : avant, on critique le manque d'action, après on critique les décisions prises. On distingue trois types de solutions proposées par trois groupes d'acteurs différents, à l'échelle locale ou par l'intermédiaire d'administrations centrales :

- Droite traditionaliste et extrême droite (autour de l'Union des intérêts économiques et du sénateur Billiet) : soutien aux candidats anticommunistes, création de groupes militants dans les banlieues pour offrir aux habitants une alternative aux structures d'encadrement communistes.
- Église catholique : apport d'un cadre religieux aux populations par la construction d'églises.
- Courant réformiste (SFIO, dissidents du PCF, droite modérée) : définition de projets d'urbanisation et d'équipements en transports, d'abord en 1928 (échoue faute de crédits suffisants), puis en 1936, sous l'influence d'Henri Sellier (propose de créer une structure réunissant Paris et la banlieue pour prévoir des aménagements plus coordonnés, mais le projet ne survit pas au Front populaire).

Annie Fourcaut estime que l'aménagement de la banlieue fut le fait de la IVe et de la Ve république, qui furent dotées de moyens de planification supérieurs.

### **Chapitre III : Bobigny, fief communiste**

Après avoir posé le cadre général de l'histoire du communisme en banlieue dans l'entre-deux-guerres, Annie Fourcaut s'interroge plus spécifiquement sur l'insertion du PCF à Bobigny. Elle analyse les données électorales pour interroger les succès électoraux du PCF au regard de l'équilibre des forces politiques locales. Elle souligne que les communistes n'ont pas vraiment rencontré de force d'opposition, le contrôle politique des associations culturelles empêchant l'enracinement de tout parti concurrent.

L'analyse de l'évolution de l'expression des suffrages lors des élections législatives et municipales suggère une stabilisation dans la durée du PCF. Aux élections législatives, le PCF l'emporte systématiquement dans la circonscription de Bobigny à partir de 1924. Le candidat est Jean-Marie Clamamus (1879-1973), le maire de Bobigny, élu député en 1924 (en tête de la liste du BOP), en 1928 (victoire serrée au second tour contre le candidat de la droite, ne bénéficie que du report de 25% des voix socialistes) et en 1932. Aux élections de 1936, Clamamus ayant été élu sénateur cède sa candidature à Gaston Monmousseau (1882-1960), qui est élu dès le premier tour avec des résultats exceptionnels à l'échelle de la circonscription (47%). Aux élections municipales, le PCF reste dans une position hégémonique pendant tout l'entre-deux-guerres. Profitant de l'accélération de l'ouvriérisme de la population bobignyenne pendant la Première Guerre mondiale, Clamamus est élu maire à la tête d'une liste SFIO en 1919. Son équipe municipale rejoint le PC après le congrès de Tours. Aux élections de 1925, la liste PCF l'emporte largement sur la liste anticommuniste menée par la SFIO (41% contre 24%). En 1929, aucune force d'opposition ne se dresse face au PCF qui remporte une victoire écrasante. En 1935, malgré la concurrence d'une liste socialiste et d'une liste de droite, Clamamus est réélu avec 71,5% des suffrages dès le premier tour et une participation de presque 100%.

La domination du PCF sur la scène électorale se traduit par une hégémonie totale du parti dans la vie associative de Bobigny. Dans l'entre-deux-guerres, le groupe PCF est composé de quelques centaines de personnes. Les années 1920 sont marquées par les difficultés du PC à se structurer à l'échelle de l'agglomération parisienne. Les limites du rayon dans lequel est située Bobigny sont stabilisées à partir de 1928. Les effectifs baissent au début de la bolchévisation (105 membres en 1921,

62 en 1925, 80 en 1930), puis augmentent fortement à partir du milieu des années 1930 pour atteindre 440 membres en 1938. Les grèves de juin 1936 jouent un rôle majeur dans l'augmentation des effectifs du PCF, six cellules d'usine sont créées à cette occasion. En juin 1936, par exemple, la mairie soutient les grévistes de l'usine Philips en installant une cantine à côté du piquet de grève et en encourageant la création d'une cellule syndicale. 124 des militants de Bobigny sont connus (leur biographie figure dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* de Jacques Girault) : Annie Fourcaut en dresse un portrait sociologique. À part quelques personnes âgées, les militants avaient généralement entre 25 et 45 ans et étaient souvent originaires de province. 82% de ces militants étaient ouvriers, dont 44% des ouvriers qualifiés et 22% des ouvriers à statut (employés de la Ville de Paris, des Ministères, des communes, des gaz et des postes). D'autres groupes sociaux étaient représentés de manière plus marginale : les employés (5,9%), les artisans (4%) et les cafetiers (6%). La SFIO est quasiment exclue de la vie associative de Bobigny entre le Congrès de Tours et le Front populaire. Les rapports entre militants du PCF et de la SFIO s'améliorent après les élections de 1936, on assiste alors à quelques rapprochements institutionnels dont un meeting commun en mars 1938, animé par Clamamus, le secrétaire de la section communiste, Menou, et Béranger, son homologue socialiste. Les relations se détériorent à nouveau à partir de 1939. L'Église catholique joue un rôle secondaire dans la structuration de la vie sociale. Dans l'entre-deux-guerres, le diocèse fait construire des églises pour réévangéliser la banlieue. Les communistes tolèrent mal l'intrusion de structures d'encadrement sur leur territoire, il arrive cependant que catholiques et communistes collaborent dans le cadre de grandes causes humanitaires, comme le meeting contre l'allongement du service militaire en 1935 ou la fondation du comité d'entraide aux chômeurs de Bobigny en 1936. La droite n'est pas présente au quotidien dans la vie associative, elle apparaît ponctuellement lors des élections de 1925 puis après 1934. Le fascisme n'a que très peu pénétré Bobigny, par le biais de quelques travailleurs italiens.

#### **Chp 4 : aux origines de l'hégémonie**

Lorsque le PCF arrive au pouvoir à Bobigny, la ville est intégrée à l'agglomération parisienne mais elle est composée de lotissements dispersés et souvent insalubres. Annie Fourcaut se demande comment les élus communistes ont fait face à ces problèmes et montre qu'ils ont inventé des solutions qui marquent encore le paysage de la banlieue.

Fourcaut brosse le tableau du cadre dans lequel le PCF s'installe à partir de 1920 : une ville populaire peuplée en majorité de nouveaux arrivants, dont le nombre augmente beaucoup plus vite que la qualité de l'équipement en services collectifs. Au milieu du XIX<sup>e</sup>, Bobigny est un village de campagne dont l'économie repose sur une polyculture à dominante céréalière. Sa population augmente sous l'effet de deux vagues d'immigration dans la deuxième moitié du siècle, dans les années 1855 (maraîchers parisiens), et après 1870 (maraîchers provinciaux, notamment de l'Yonne). La population atteint 1678 habitants en 1896. Six petites entreprises situées autour de Bobigny assurent une centaine d'emplois industriels. Une liaison directe entre Paris et Bobigny est établie en 1902, favorisant l'immigration d'ouvriers et entraînant la construction de lotissements. Au début du XX<sup>e</sup>, la ville est sous-équipée : une poste, une école de garçons, une école de filles. Il n'y a ni égouts, ni eau courante, ni électricité. La voirie n'est pas pavée. Alors que le niveau d'équipements est très faible, le rythme de la croissance démographique s'accélère considérablement à partir de la Première Guerre mondiale et jusqu'aux années 1930.

La population double presque entre 1911 et 1921, sous l'effet de la construction de lotissements, puis triple entre 1921 et 1931. La crise économique brise la croissance démographique :

la population stagne autour de 17 000 habitants entre 1931 et 1937. Elle est majoritairement composée de « déracinés » : en 1926, 63,5% des Balbyniens sont d'origine provinciale (55,5%) ou étrangère (8%). Les Balbyniens sont jeunes : 41,7% de la population a moins de 20 ans en 1926. L'évolution de la structure socio-professionnelle est très rapide : en 1911, on compte 1/3 d'agriculteurs, 1/3 d'ouvriers et 1/3 d'employés, de petits-commerçants ou d'artisans. En 1926, il n'y a plus que 8% d'agriculteurs contre 54,5% d'ouvriers, 25% d'employés et 13% de petits patrons. La part des ouvriers diminue légèrement par la suite. L'ensemble ouvriers-employés forme une vaste catégorie populaire ; les patrons de commerces ne constituent pas une force d'opposition capable de rivaliser avec le PCF. Il faut souligner toutefois que malgré la forte composante ouvrière de sa population, Bobigny n'est pas une ville industrielle de premier plan en banlieue parisienne comme le sont Saint-Denis ou Billancourt. En 1929, la ville compte seulement 6 usines de taille moyenne (quelques centaines d'employés), dispersées entre les lotissements. Les plus importantes sont Fortin (chimie), Repiquet (métallurgie) et Philips (construction électrique). Ces usines emploient principalement une main d'œuvre féminine pour un travail de finition et de manutention (des lampes fabriquées aux Pays-Bas teintes chez Philips et envoyées à Paris). Quelques usines sont construites dans les années 1930. La majorité des ouvriers travaillent dans des communes avoisinantes : Paris, mais aussi Aubervilliers, Noisy-le-Sec, Romainville, Bondy, Pantin, ou même Gennevilliers.

Le paysage urbain de la Bobigny de l'entre-deux-guerres est très marqué par les lotissements : 130 ha du territoire communal sur 671 en étaient couverts (s. d.), dont 80 ha de logements défectueux. Les lotissements attiraient beaucoup de Parisiens des quartiers populaires qui voulaient accéder à la propriété. Ces lotissements étaient construits autour de pôles dispersés, plus proches des zones d'emplois des communes voisines. L'étude précise de deux lotissements révèle la précarité du bâti. Les terrains du Chemin de fer et de la Grande Denise sont divisés en lots en 1910. En 1928, 70% des lots sont habités par leurs propriétaires, les autres sont loués ou non-construits. La sous-location est fréquente. Il arrive que plusieurs baraques soient construites sur un même lot, parfois sans fondations, ni électricité, ni eau. Le mal-logement touche principalement les nouveaux arrivants et les ouvriers : 82% des mal-lotis ne sont pas originaires de Bobigny et 54% d'entre eux sont des ouvriers (s. d.). Les plaintes adressées à Clamamus soulignent que les mal-lotis ne remettent pas en cause le modèle du lotissement mais réclament l'installation de l'eau courante et de l'électricité. Ces quartiers populaires sont des cibles pour les aménagements nuisibles : en 1915, une entreprise essaie d'installer une décharge au beau milieu d'un quartier, sans consultation, avant que la mairie n'intervienne pour l'en empêcher. Clamamus prend très au sérieux la question du mal-logement et intervient personnellement contre les propriétaires qui pratiquent la sous-location abusive. Le conseil municipal tente d'associer les logés aux travaux de rénovation. En 1924, il encourage la création de Conseils syndicaux d'habitants de lotissements pour permettre aux habitants de financer collectivement les travaux de voirie. Deux lois votées en 1924 (interdiction d'aménager des lotissements sans autorisation de la municipalité) et en 1928 (loi Sarraut, l'État prend en charge à 50% les travaux d'aménagement de logements) donnent plus de pouvoir au maire pour encadrer la construction de lotissements, mais ne contribuent pas à augmenter les moyens financiers des municipalités pour entreprendre des travaux. Par conséquent, ce sont majoritairement les impôts locaux qui permettent de financer l'équipement des lotissements en électricité et en eau courante, et le pavement des rues.

Outre un rôle politique, le parti remplit un fort rôle social, ce qui fut d'autant plus facile pour le PCF qu'il n'existait aucune structure pour encadrer la vie sociale lorsque Clamamus fut élu en 1919. Dans l'entre-deux-guerres, les animateurs des comités de quartiers et des associations (pêche à la ligne ou théâtre ouvrier) comme les élus locaux sont tous encartés au PCF. Les associations servent de relais à la diffusion du communisme : la guerre impérialiste est dénoncée lors du pot municipal offert aux conscrits, les jeunes communistes défilent avec un béret rouge sur l'île d'Oléron. La section

communiste de Bobigny garde une existence propre, mais elle est politiquement subordonnée à la municipalité. Le profil des élus est proche de celui des balbyniens : surreprésentation ouvrière, représentation des employés, moyenne d'âge autour de 40 ans et provinciaux majoritaires. Le maire et ses adjoints les plus proches ne sont pas issus de la classe ouvrière : Clamamus est un ancien comptable, Pesch et Langlois, ses principaux adjoints dans les années 1920 et 1930, sont respectivement patron de café et livreur. Autour de ce noyau dur, le Conseil municipal était renouvelé à chaque élection. Jean-Marie Clamamus fut une véritable figure locale, à la fois maire, député, sénateur, responsable au PC et notable de Bobigny.

Né en 1879, originaire d'une famille modeste de la Nièvre, il fait des études de droit commercial et devient expert-comptable en 1899. Il s'installe avec son épouse dans un lotissement à Bobigny en 1906, leur fils Gaston naît la même année. Il travaille dans une entreprise de charbonnage à Paris. Il entre au Conseil municipal de Bobigny sous l'étiquette SFIO aux élections partielles de 1914. Réformé, il passe la guerre à Bobigny. Sa liste est élue en 1919. Il est délégué de la fédération de la Seine au congrès de Tours, puis choisit d'adhérer à l'Internationale communiste et entraîne l'équipe municipale avec lui. En 1924, il est élu député et s'impose à l'Assemblée comme un expert du logement. Il représente les communistes dans les débats autour de la loi Sarraut, en faveur de laquelle il vote malgré le rejet de ses amendements. Il ne joue pas un rôle déterminant au PCF. Il est aussi membre du Conseil d'administration de *L'Humanité* (s. d.) mais n'y joue pas un rôle majeur. En 1936, Clamamus est élu au sénat sur la liste du Front populaire (élections partielles). Aux Chambres, son activité reste confinée à un domaine relativement étroit : le logement et la gestion municipale. Il se retire de la politique après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1980, il gardait à Bobigny une réputation de gestionnaire efficace, de parlementaire investi, de maire proche de ses administrés. Clamamus assistait à toutes les cérémonies officielles de sa ville et acceptait volontiers les invitations des Balbyniens en terrasse, si bien que l'expression « boire un Clama », qui signifiait au départ « boire l'apéritif avec le maire » a fini par renvoyer directement à l'apéritif et s'est imposée localement jusque dans les années 1970 !

En plus du parti et de ses cadres, un réseau d'organisations permettait une prise en charge plus fine de la population. Dans l'entre-deux-guerres, il existait une trentaine d'associations à Bobigny, dont seuls quelques-unes (socialistes ou catholiques) n'étaient pas communistes. Bals, fêtes, rencontres sportives et causeries étaient fréquentes, surtout après 1935, et avaient généralement une orientation politique. Parmi les associations les plus populaires, on en distingue une des anciens combattants (section de l'Association Républicaine des Anciens Combattants), une section du Secours rouge international (SRI), qui prenait en charge les réfugiés, un Comité des chômeurs, un comité des femmes, des associations culturelles (musique, arts de scène, cinéma), des clubs de sports et des comités de quartier. Les membres du PC étaient omniprésents dans les associations. Ayant montré que les Balbyniens étaient pour l'essentiel originaires de Paris ou de province, déracinés, Annie Fourcaut estime qu'ils adhéraient d'autant plus facilement au tissu associatif, et que l'adhésion aux idées que les associations partageaient devenait petit-à-petit le corollaire de la participation à la vie sociale.

## **Chp 5 : « une véritable ville où la population laborieuse se plaît à vivre »**

À partir de l'étude monographique de la gestion communiste à Bobigny, Annie Fourcaut se demande enfin quels types de gestion de la population ouvrière et quelle maîtrise réelle du cadre urbain apparaissent derrière les discours officiels du PCF, qui mettent en avant le succès dans la transformation des banlieues en lieux de vie décents.



À Bobigny, l'intervention municipale ne s'effectuait pas uniquement en direction des ouvriers, mais aussi d'autres groupes : maraîchers et petits commerçants. Néanmoins, la municipalité a constamment accordé la priorité au monde ouvrier. Trois aspects caractérisent l'action de la municipalité en direction des ouvriers :

- Solidarité avec les ouvriers en lutte : soutien financier aux grèves, comme celles des mineurs anglais en 1926.
- Attention à la misère : dépenses d'assistances aux vieillards multipliées par 6,5, aux femmes en couche par 3, aux aliénés par deux, création d'une caisse de secours pour les chômeurs en 1920).
- Volonté d'organiser les conflits sociaux en juin 1936 : le maire et son adjoint se rendent dans les usines en grève, la municipalité délivre des certificats pour les comités de grève.

La politique de la municipalité à l'égard des petits commerçants et des patrons de bistros passe de la méfiance au début des années 20 à l'alliance à la fin des années 1930. En 1922, la municipalité, soupçonnant les commerçants d'exploiter les habitants, crée un marché dans le centre-ville proposant aux ouvriers des tarifs plus accessibles. Les relations entre la municipalité et les patrons de bistros s'améliorent au milieu des années 1930 car les réunions d'associations se tenaient souvent dans les établissements de ces derniers. Petits patrons et commerçants participent pleinement aux actions de solidarité en direction des personnes précaires pendant la crise. En revanche, les maraîchers forment un groupe distant et sont ignorés par la municipalité. Dans l'entre-deux-guerres, la ville comptait environ 120 maraîchers qui vivaient avec leurs familles et leurs employés dans des exploitations fermées, à l'écart de la vie sociale de Bobigny. Les maraîchers deviennent plus visibles dans la ville à partir de 1935, lorsque certains d'entre eux acceptent de contribuer à la politique municipale d'assistance aux chômeurs et aux démunis en fournissant des légumes au Bureau de bienfaisance, qui organise régulièrement des distributions alimentaires à partir de 1930. Les relations entre la municipalité et les maraîchers se dégradent à partir de juin 1936, lorsque la mairie soutient les ouvriers agricoles dans leur grève. Une quarantaine de maraîchers se radicalisent alors autour du mouvement fasciste paysan des Chemises vertes.

La gestion de Bobigny présente les principaux traits de la gestion communiste des villes de banlieue : défiance vis-à-vis du socialisme municipal, soutien à la création de cellules syndicales, utilisation de la légalité et de la fiscalité bourgeoises en faveur des plus démunis. Bobigny se démarque par un recours à l'emprunt nettement plus faible que dans les communes voisines et une pression fiscale moindre par rapport aux autres communes communistes. Cela se traduit par des ressources municipales plus faibles. Comment ont-elles été utilisées ? En matière d'hygiène publique, la municipalité équipe le centre-ville d'un dispensaire en 1919 et d'un bain-douche en 1924, mais les habitants du quartier excentré de Pont-de-Bondy ne peuvent pas en bénéficier. Avant la guerre, les rues sont pavées, électrifiées, l'adduction d'eau est achevée dans toutes les maisons. Même si Bobigny n'est pas encore équipée d'un système d'égouts, ce n'est plus la ville lacustre qu'elle était en 1919 lorsque Clamamus a été élu maire pour la première fois. Les lotissements sont restés le type d'habitat quasi-exclusif jusqu'à la Première Guerre mondiale. Beaucoup avaient été construits avant 1924, quand les municipalités n'avaient pas le pouvoir d'intervenir dans ce domaine. Par la suite, la municipalité a concentré ses efforts sur l'amélioration de l'équipement des lotissements et a refusé plusieurs propositions de construction de logements collectifs, ce qui a donné au tissu urbain une morphologie très différente d'autres villes communistes comme Ivry. Une part très importante des ressources municipales est consacrée à l'aménagement des écoles, mais ces établissements n'absorbent qu'insuffisamment l'augmentation de la population scolaire. En 1920, la ville ne compte qu'une école de garçons et une école de filles dans le centre-ville. Des classes sont créées presque chaque année et les locaux sont surchargés, au point que des classes se tiennent sous le préau. Le

quartier du Pont-de-Bondy n'a pas d'école avant 1927. L'effort ne concerne pas que les écoles : un bus scolaire est acquis par la municipalité en 1931. Les colonies de vacances sont un axe important de l'action municipale. Dès 1920, des séjours dans des familles d'accueil de la commune de La Machine (Nièvre) sont proposés chaque été aux enfants moyennant une participation financière des parents. 60 enfants fréquentent cette colonie en 1921, 300 en 1938. Parallèlement, en 1933, la municipalité de Bobigny achète une ancienne distillerie sur l'île d'Oléron pour y établir un camp de vacances qui peut accueillir 200 enfants en 1938. Lors du voyage et sur place, les enfants manifestent leur appartenance de classe en chantant des chants révolutionnaire le poing levé, ce qui peut provoquer des tensions avec les locaux. Clamamus et Pesch visitent souvent les colonies l'été, dans la perspective de tisser des liens avec leur futur électorat. La vie culturelle de Bobigny (goguettes, bals, cinémas, kermesses, rencontres sportives, soirées musicales) est difficilement séparable de la vie politique, elle est largement impulsée dans une perspective politique par le Parti et ses associations. La municipalité autorise l'ouverture d'un cinéma en 1921. Le cinéma organise des soirées populaires 2 fois par semaine, lors desquelles les places sont moins chères et des films de propagande sont diffusés. Les réunions du Parti se tiennent dans la salle Jean Jaurès, qui sert aussi de local à l'école léniniste de 1924-25, mais dont la capacité d'accueil est limitée pour les événements culturels. Une salle des fêtes est ouverte en 1936, la cérémonie d'ouverture est l'occasion pour la ville d'afficher son soutien aux républicains catalans. La liste des œuvres achetées par la bibliothèque municipale en janvier 1936 montre un fort souci d'éducation philosophique et politique (Barbusse, Gorki, Marx, Engels, Vallès, Zola...). L'école de musique municipale compte 200 élèves en 1936.

Un exemple montrant la coordination des cellules communistes et des habitants est la campagne de soutien en faveur de l'Espagne républicaine. Des associations professionnelles participent à la collecte : entre 1936 et 1939, les sapeurs-pompiers versent chaque mois 50F pour l'Espagne. Le maire apparaît à chaque manifestation de soutien aux républicains, participe à toutes les collectes et préside tous les comités : l'Espagne lui offre une sorte d'apothéose. On a la trace de 4 départs de balbyniens en Espagne. Deux d'entre eux sont morts au combat, ils ont été célébrés comme des héros locaux de la lutte contre le fascisme lors d'une grande cérémonie en 1938, à laquelle ont participé toutes les associations engagées dans le soutien aux Républicains, ainsi que des délégués de la SFIO, et des syndicats de Bobigny et de Noisy-le-Sec.

Tout en rappelant les difficultés redoutables auxquelles le maire et son équipe ont été confrontés à Bobigny, on peut souligner des lacunes dans la gestion : pas de résistance à l'entreprise du gouvernement central de diviser la banlieue entre zones industrielles et zones résidentielles, constructions d'infrastructures favorisant le centre-ville (écoles notamment), embrigadement de la jeunesse... Des réussites doivent aussi être mises en avant : résolution de la crise du logement dans un contexte de désengagement total de l'État avant 1928, bains-douches, marchés couverts, colonies de vacances et patronage de la jeunesse qui a fait reculer la délinquance. Des lieux de réjouissance et des activités culturelles sont apparus, ils ont favorisé l'apparition de lien entre les habitants et la formation d'une culture et d'une fierté ouvrières.